

EN AVANT !



> urc-iledefrance@communistesdefrance.fr

@urc_paris_idf

ORGANISE TA COLÈRE

EDITORIAL

Bombardement du Venezuela et séquestration de Nicolas Maduro par les USA, ingérences sionistes et états-uniennes en Iran et occupation du Sud Liban par Israël, conflits entre l'Arabie Saoudite et les Emirats-Arabs-Unis au Yémen, poursuite du génocide du peuple Palestinien, etc. : les tensions internationales évoluent très rapidement.

Pour les USA, tous les moyens sont bons pour contrer la montée en puissance de la Chine et de reconquérir son « rôle » de

puissance hégémonique : mise au pas des alliés de l'UE par des menaces d'ingérence politique et économique, réactivation et élargissement de la doctrine Monroe, poursuite de la déstabilisation du Moyen-Orient via son proxy, l'Etat sioniste d'Israël, endiguement de la Chine en Asie orientale via des accords avec les voisins de la Chine alliés des USA (Corée du Sud, Japon, etc.).

Face à cette situation, notre résistance doit être sans faille et s'appuyer sur la solidarité internationaliste réelle et la lutte des classes.

D'autant que les questions nationales, dont l'austérité et la précarité dans notre propre pays, et internationales sont liées.

La guerre contre les peuples est le fil conducteur de l'impérialisme. Amplifier le combat anti-impérialiste, de solidarité concrète – avec appel à la levée des sanctions –, rejeter l'effort de guerre et le militarisme, c'est aussi souffler sur les braises de la contestation sociale. Organisons nos colères face à la barbarie capitaliste !

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

#BUDGET2026 SEUL LE COMMUNISME ASSURERA AU PEUPLE LA RÉPONSE À L'ENSEMBLE DES BESOINS

Le gouvernement le plus minoritaire et illégitime de la 5^e République, avec le soutien du Parti Socialiste et de la droite, impose au pays un budget austéritaire qui saigne les services publics, disloque la protection sociale et dégrade les conditions de vie et de travail.

Ce budget est à l'image de l'Etat, du Parlement et du gouvernement : aux mains des capitalistes qui exploitent les travailleurs et les travailleuses, profitent et instaurent la spéculation, pillent, en parasite, les fonds publics. Le contrôle et la protection des intérêts capitalistes expliquent les « arbitrages » budgétaires, l'effort de guerre, l'injustice fiscale, les aides publiques aux entreprises, les attaques contre les chômeurs et précaires, l'élévation du niveau de répression avec notamment la criminalisation de l'action syndicale et de l'antisionisme.

Le patronat, son Etat et la petite caste au pouvoir veut faire payer leur politique pro-capitaliste par les travailleurs et les travailleuses : tout est fait pour maintenir « quoi qu'il en coûte » l'assistanat massif des grandes entreprises par l'argent public – 270 milliards d'euros (le tiers du budget de l'Etat) est ponctionné chaque année au bénéfice exclusif des actionnaires et des grandes fortunes.

Ce budget et surtout cette politique et son application doivent être combattus pied à pied. Rappelons deux vérités qui font aussi écho

aux manifestations des 10 et 18 septembre pour #ToutBloquer : les mauvais coups imposés par le vote parlementaire, le 49.3 ou les ordonnances peuvent être détricotés et abrogés par l'action collective, à l'image d'ailleurs des manifestations monstres en Bulgarie en décembre 2025 et qui ont fait tomber un projet de budget austéritaire.



« 1 million de grévistes peuvent davantage que 12 millions d'électeurs » :

ancrons cette idée partout, pour organiser la riposte, redonner confiance et élever le rapport de force.

La « responsabilité » de tout un chacun est de poursuivre la lutte contre l'austérité, la marche à la guerre et la dégradation de nos conditions de vie et de travail. Notre Peuple a la force et les ressources morales nécessaires pour fédérer les multiples colères ; sans les travailleurs, rien ne tourne, rien n'est produit ou transformé ou transporté ou vendu. Prenons conscience de cette immense force

dont nous disposons collectivement : celle d'arrêter, par la grève, les machines et « bloquer » le pays.

Aucune fatalité : la lutte des classes peut et doit ainsi ignorer les calendriers parlementaires, patronaux et gouvernementaux. La bataille pour l'augmentation générale des salaires, l'interdiction des licenciements, le reflux du militarisme, la nationalisation sous contrôle ouvrier, est nécessaire.

Ne nous faisons pas d'illusions, un « meilleur » budget est impossible dans ce système capitaliste parce que l'objectif des capitalistes – peu importe la couleur politique de leurs représentants – est de servir, avant la réponse aux besoins de la population, ses intérêts particuliers. Un budget qui prendrait réellement en compte l'intégralité des besoins réels de la population ne pourrait exister sans une rupture fondamentale avec le capitalisme et l'éclosion d'un monde nouveau.

Ce système, c'est le socialisme et le communisme, la démocratie totale et intégrale, le pouvoir dans les lieux de travail, le contrôle sur nos propres vies, l'harmonie avec notre environnement, la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme et l'arrêt de la captation des richesses, de la dictature patronale, de la spoliation et de la spéculation.

CONTRE LA PRIVATISATION DE LA RATP ; AGENTS-USAGERS : MÊME COMBAT ! POUR UN MONOPOLE PUBLIC DES TRANSPORTS PARISIENS !

La Régie Autonome des Transports Parisiens (RATP), opérateur historique des transports en Île-de-France, met en œuvre l'ouverture à la concurrence, c'est à dire une privatisation rampante. Ce processus, qui s'accompagne d'une répression antisyndicale à la RATP comme à la SNCF, découle de la loi d'orientation des mobilités (LOM) de 2019 et des directives européennes visant à libéraliser les marchés de transport public.

De quoi parle-t-on ?

Il s'agit ici d'une mise en concurrence des contrats d'exploitation pour les bus, trams, métros et RER en Île-de-France, gérée par Île-de-France Mobilités (IDFM) sous l'autorité de la présidente de la région Île de France, Valérie Pécresse.

Pour les trams et les métros, l'ouverture à la concurrence a été enclenchée dès 2023. Les RER A et B seront concernés en 2039. En 2026, l'année sera décisive avec l'achèvement de la phase bus. En effet, pour les bus parisiens et de petite couronne, le réseau est découpé en 12 lots, avec une ouverture échelonnée de novembre 2024 à novembre 2026. En 2025, plusieurs attributions ont en effet été annoncées : Transdev a remporté un marché de 100 millions d'euros annuels pour deux dépôts et 19 lignes dès mai 2026.

La RATP a ainsi perdu 37 lignes au profit d'opérateurs privés comme Transdev, Keolis (filiale de la SNCF...) ou d'autres. Par ailleurs, treize entreprises privées remplaceront progressivement la RATP sur ces segments entre novembre 2025 et novembre 2026.

Nous sommes des militants et des militantes communistes à travers la France qui nous organisons dans l'Union pour la Reconstruction communiste.

Nous sommes également organisés en Île-de-France où nous animons des activités politiques dans l'objectif d'œuvrer à la reconstruction d'une organisation communiste dans notre pays. Nous nous mobilisons notamment contre l'impérialisme, la guerre et le militarisme, l'Union européenne et l'OTAN.

Nous prenons part à l'organisation du soulèvement social contre la barbarie capitaliste, le renversement de l'Etat, la rupture totale avec le marché privé, le Socialisme et le Communisme, société débarrassée de l'exploitation de l'Homme par l'Homme.



A la clef de ce pillage des biens du Peuple, une désorganisation du réseau à venir et une hausse des tarifs pour les usagers, à l'image des autoroutes privatisées ou encore de la dislocation organisée d'EDF-GDF.

Que dit la CGT ?

La CGT RATP s'oppose fermement à cette ouverture, la qualifiant de "privatisation qui ne dit pas son nom" et de "démantèlement du service public", alerte sur un "dumping social organisé", avec dégradation des conditions de travail, précarisation des emplois et réduction de la maintenance, impactant la qualité du service pour les usagers

En 2026, la CGT annonce une "année de lutte" pour stopper le processus, exigeant un référendum et la suspension du processus d'ouverture à la concurrence. Le syndicat défend ainsi un service public unifié, fiable et accessible, contre une logique de profit qui ne pourra qu'aggraver les conditions, déjà difficiles, de transport en commun des Franciliens.

Les Communistes pour le monopole public

Les Communistes en Île de France refusent la privatisation de la RATP et prônent une logique inverse : rompre avec la politique de libéralisation imposée par l'Etat avec la complicité active de l'Union européenne.

Le transport, comme d'autres secteurs fondamentaux (logement, énergie, santé...) doivent impérativement être extraits des griffes du marché capitaliste. Cela passe nécessairement par une rupture politique qui priorise les besoins de la population et les intérêts des travailleurs et des travailleuses au détriment de la petite caste parasite qui contrôle politiquement et économiquement notre pays.

C'est pourquoi la RATP, comme la SNCF, doivent être des monopoles publics dirigés par des conseils de travailleurs et travailleuses.

Cette rupture, avec le Capital, l'Etat, l'UE, passe aussi par une socialisation de l'ensemble de l'économie, placée sous la direction des travailleurs et des usagers et débarrassée de l'exploitation capitaliste et de la recherche du profit.

**L'UNION POUR LA RECONSTRUCTION COMMUNISTE
C'EST L'ORGANISATION ISSUE DE LA FUSION, LE 1ER
NOVEMBRE 2024, DE L'ANC (ASSOCIATION
NATIONALE DES COMMUNISTES) ET DU RC
(RASSEMBLEMENT COMMUNISTE).**

SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE DU VENEZUELA CONTRE L'AGRESSION IMPÉRIALISTE US

L'URC s'est mobilisée avec force dès l'annonce de l'agression militaire américaine contre le Venezuela et du kidnapping du président Nicolas Maduro et de sa femme. Nous avons notamment organisé et participé à des rassemblements et autres initiatives en solidarité avec le peuple du Venezuela.

Dans notre communiqué national, nous rappelons notamment que « le gouvernement vénézuélien a dénoncé cette action comme une « très grave agression militaire » et une violation flagrante de la souveraineté nationale et du droit international. Ces frappes, menées sur des zones civiles et militaires, s'inscrivent dans une longue escalade d'agressions orchestrée par Washington, qui a intensifié ces derniers mois sanctions économiques, pressions politiques et déploiement de forces dans les Caraïbes et les pays voisins de la région. »



« Derrière la propagande fallacieuse de lutte contre le trafic de drogues, se cache le véritable objectif : renverser un gouvernement souverain, remettre en selle l'oligarchie fasciste et reprendre le contrôle des gigantesques réserves pétrolières du pays. Il est important de rappeler que Trump lui-même avait évoqué récemment, sans vergogne,

l'objectif de reprendre « son » pétrole vénézuélien, déclarant que les ressources naturelles du pays devaient être récupérées par les intérêts impérialistes des États-Unis.

Nous réaffirmons notre soutien sans faille au peuple vénézuélien. Nous exigeons :

- La libération du couple Maduro et de tout autre éventuel prisonnier vénézuélien suite à l'acte de piraterie
- L'arrêt du blocus US contre les pays qui ne conviennent pas au gouvernement US
- L'arrêt des menaces et des actes de guerre contre le Venezuela et les autres pays du monde en particulier ceux des Amériques
- Le respect du droit des peuples à décider d'eux-mêmes »

EXTRAITS DE NOS COMMUNIQUÉS PUBLIÉS INTÉGRALEMENT SUR NOS SITES INTERNET

NON À TOUTE INGÉRENCE IMPÉRIALISTE EN IRAN !

L'inflation galopante des derniers mois en Iran, conséquence surtout des sanctions économiques renforcées qui lui sont imposées, a provoqué des mouvements sociaux, lesquels n'avaient aucune connexion, au départ, avec l'impérialisme.

Le mouvement social fut évidemment une aubaine pour Israël et l'impérialisme UE-US, qui, [...] cherche toujours et par tous les moyens à remodeler la région au profit de l'entité sioniste, dans le prolongement du génocide perpétré à Gaza,

L'accélération des agressions militaires états-uniennes dans le monde [...] accompagne celle d'une

propagande que nous devons déjouer, par-delà les pièges traditionnels de nos médias bourgeois. [...] L'Iran n'échappe pas à la règle. Restons vigilants.

Nous communistes réaffirmons le principe d'autodétermination des peuples, qui seuls doivent décider de leur destin, et de la non-ingérence des puissances impérialistes. Là où nous sommes, en France, être utile au peuple iranien, c'est exiger d'abord de nos gouvernements la levée des sanctions économiques contre l'Iran !

URCOMMUNISTES.FR

SOLIDARITÉ AVEC LES COMMUNISTES RUSSES RÉPRIMÉS

Nous refusons et continuerons de refuser de nous associer à la propagande antirusse ambiante, destinée à justifier les « sacrifices » imposés aux travailleurs français pour financer les guerres impérialistes de notre bourgeoisie et à les faire adhérer à la thèse de l'Union sacrée contre le « prédateur » russe.

Dans le même temps, nous dénonçons vigoureusement la vague d'arrestation récente visant plusieurs militants marxistes russes du Parti Communiste Russe (internationaliste) et, notamment, du Cercle marxistes de Oufa, et de leur condamnation à des peines de prison allant de 16 à 22 ans de prison

pour « terrorisme » et « préparation du renversement violent du pouvoir ».

Notre tâche, en tant que marxistes œuvrant sur le territoire français est de lutter en priorité contre notre propre impérialisme, le discours guerrier et la course aux armements qu'il nous impose pour servir les intérêts d'une minorité et au détriment des intérêts de l'ensemble des travailleurs de la planète.

ANCOMMUNISTES.FR